

Réorganisation de la réponse internationale face à l'insécurité alimentaire mondiale

Mise en place de processus de nomination et de gouvernance transparents et participatifs au sein des organisations onusiennes basées à Rome

Novembre 2022

Auteurs principaux chargés de la coordination

Fabrizio Botti (IAI)
Daniele Fattibene (ETG)

Auteurs responsables de chapitre
Damien Barchiche (IDDRI) Francesco Rampa (ECDPM)

Réviseurs
Niels Keijzer (IDOS)

Remerciements

Les auteurs adressent leurs remerciements aux experts de Southern Voice pour le soutien précieux qu'ils leur ont apporté lors de l'organisation de l'*Open Consultation Forum*, ainsi que pour les conseils reçus pendant la préparation de ce rapport.

Les points de vue exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs.

L'étude du European Think Tanks Group (ETTG) a été réalisée avec le soutien du New Venture Fund for Global Policy Advocacy.

INTRODUCTION

Trois crises simultanées, le changement climatique, la pandémie de COVID-19 et le conflit en Ukraine contribuent à aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition à l'échelle mondiale. Les phénomènes climatiques extrêmes plus fréquents et plus sévères exercent une pression supplémentaire sur les prix des produits alimentaires déjà élevés en raison des dysfonctionnements des chaînes d'approvisionnement agricoles provoqués d'abord par la pandémie et aujourd'hui par les turbulences géopolitiques. Parallèlement, les effets asymétriques de la pandémie et des reprises économiques qui tardent à arriver creusent les inégalités et dégradent la sécurité alimentaire. Il devient de plus en plus difficile de réaliser les objectifs de développement durable (ODD), à seulement huit ans de l'échéance en 2030. En outre, il est fort probable que la situation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle se détériorera encore en raison des conséquences de la guerre en Ukraine sur la production, le commerce et les prix des produits agricoles.

Entre 2019 et 2021, la prévalence de la sous-alimentation a bondi de 8 % à 9,8 %, ce qui représente 150 millions de personnes supplémentaires confrontées à la faim. En ce qui concerne l'accès à une alimentation suffisante, une part croissante de la population mondiale (11,7 %, soit 923,7 millions de personnes) est confrontée à une insécurité alimentaire grave en 2021. La progression de la faim et de la sous-alimentation s'est accompagnée d'un accroissement des disparités entre les sexes, ce qui témoigne d'une détérioration de la situation des citoyens les plus vulnérables¹.



INTRODUCTION (CONTINUE)

Dans les 82 pays où le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies est présent, les données récentes indiquent que 345 millions de personnes font face à une insécurité alimentaire aiguë ou sont à haut risque d'insécurité alimentaire aiguë en 2022, soit une hausse de près de 200 millions par rapport aux niveaux pré-pandémiques².

Les données sur la malnutrition sont tout aussi inquiétantes. Le nombre d'enfants confrontés à une malnutrition aiguë devrait atteindre 60 millions en 2022 (+27,6 % par rapport aux niveaux pré-pandémiques)³. Des progrès plus rapides sont nécessaires afin d'atteindre l'objectif 2030 de réduction du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, malgré une diminution entre 2000 et 2020 (de 33,1 % ou 201,6 millions d'enfants à 22 % soit 149,2 millions d'enfants). La maigreur infantile extrême (6,7 %, soit 45,4 millions d'enfants en 2020) et l'obésité ou surpoids (+5,6 millions d'enfants de moins de cinq ans) évoluent également de façon inquiétante, remettant en question notre capacité à atteindre les ODD⁴.

Dans un contexte d'intensification des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition (le changement climatique, les conflits et la combinaison des problèmes sanitaires et sociaux auxquels sont confrontés les plus défavorisés), le cadre institutionnel mondial et notamment les trois organisations des Nations Unies basées à Rome (ci-après « RBA ») peuvent jouer un rôle majeur dans la réalisation de l'objectif 2 des ODD, c'est-à-dire éliminer la faim. Ces trois organisations sont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

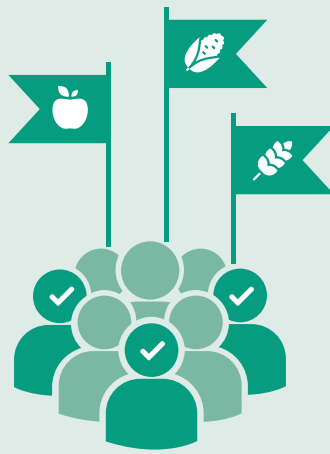
Cette publication d'orientation explore les principaux enjeux posés par la gouvernance et la coordination de ces trois organisations et qui influent sur leur capacité à atteindre les ODD et tout particulièrement l'ODD2. Cette publication est structurée de la manière suivante : le chapitre 1 explore les principes clés des processus de sélection des dirigeants des organisations onusiennes basées à Rome. Il présente les enseignements tirés de l'Open Consultation Forum organisé par le FIDA en 2022 qui s'appuyait sur de précédentes expériences d'acteurs non gouvernementaux et sur la tendance actuelle au sein des Nations Unies vers plus de transparence et d'ouverture. Le chapitre 2 étudie les obstacles à une approche coordonnée entre les trois organisations et à la collaboration et la cohésion entre elles et les acteurs non gouvernementaux. Enfin, la conclusion du rapport contient plusieurs recommandations politiques visant à accentuer la contribution de ces trois organisations à la transition vers un système alimentaire plus durable et une alimentation plus saine. La plus importante est la recommandation de créer un partenariat ad hoc pour améliorer la connaissance des systèmes alimentaires et faciliter la négociation des processus d'élaboration des politiques dans ce domaine.



Dans un contexte d'intensification des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition (le changement climatique, les conflits et la combinaison des problèmes sanitaires et sociaux auxquels sont confrontés les plus défavorisés), le cadre institutionnel mondial et notamment les trois organisations des Nations Unies basées à Rome (ci-après « RBA ») peuvent jouer un rôle majeur dans la réalisation de l'objectif 2 des ODD, c'est-à-dire éliminer la faim.



-
1. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc0639en>
 2. <https://www.wfp.org/publications/war-ukraine-drives-global-food-crisis>
 3. <https://www.wfp.org/publications/war-ukraine-drives-global-food-crisis>
 4. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc0639en>



TRANSPARENCE ET PARTICIPATION DANS LA NOMINATION DES DIRIGEANTS DES INSTITUTIONS ONUISIENNES BASÉES À ROME

Les processus de nomination des dirigeants des trois organisations onusiennes basées à Rome présentent des différences et des similitudes liées à leur structure de gouvernance et à leur mandat⁵. En matière de gouvernance, le FIDA présente des caractéristiques comparables à celles de la FAO. Dans les deux organisations, la plus haute instance de direction (le Conseil des gouverneurs au FIDA et la Conférence de la FAO) comprend tous les États membres et est responsable de nommer le dirigeant de l'institution (le Président du FIDA et le directeur général de la FAO). Cette même instance nomme également les membres des conseils d'administration (le Conseil d'administration du FIDA et le Conseil de la FAO). Au sein de ces instances exécutives, les sièges sont attribués en fonction de listes ou de régions prédéterminées. Le Conseil est composé de 49 membres élus pour trois ans qui représentent l'ensemble des États membres de la FAO répartis en 7 groupes régionaux⁶. Les membres et les membres suppléants du Conseil d'administration du FIDA sont élus pour un mandat de trois ans au sein de leurs listes et sous-listes respectives de pays, chacune étant représentée par un Convenor (coordinateur)⁷. Le groupe des Coordinateurs (y compris les Co-coordinateurs, le cas échéant) du Conseil d'administration du FIDA représente les trois Listes d'États membres et sert de point de contact principal pour ses membres.

Le nombre de voix de chaque État membre au Conseil d'administration du FIDA dépend de sa contribution financière et l'élection requiert la majorité des deux tiers. Au sein de la FAO, chaque État membre dispose d'une voix et l'élection se fait à la majorité simple. Le directeur exécutif du PAM est nommé conjointement par le Directeur général de la FAO et le Secrétaire général des Nations Unies, après consultation du Conseil d'administration du PAM, mais sans consultation formelle des États membres.

Les principales faiblesses des procédures de nomination des dirigeants des RBA concernent la transparence et le caractère participatif. En effet, il arrive que des candidats d'États membres riches bénéficient du financement de leurs campagnes coûteuses (notamment au FIDA et à la FAO). Par ailleurs, le personnel des RBA ne participe pas aux sessions au cours desquelles les candidats rencontrent les États membres. Enfin, il n'y a pas d'événements publics pour sensibiliser le grand public et susciter un débat autour des positions des différents candidats sur les problématiques majeures.

Récemment, des acteurs non gouvernementaux ont mené plusieurs tentatives dans le but de promouvoir une plus grande transparence dans les processus de désignation des dirigeants des organisations internationales à travers l'organisation de forums publics avec la participation des candidats. Avant l'élection en 2016 du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Chatham House et l'Institut universitaire de Genève avaient organisé un forum réunissant les candidats afin de faire participer les acteurs non étatiques au débat⁸. Chatham House a renouvelé ce genre d'action avec les candidats à l'élection du Directeur général de la FAO en 2019⁹.



Des acteurs non gouvernementaux ont mené plusieurs tentatives dans le but de promouvoir une plus grande transparence dans les processus de désignation des dirigeants des organisations internationales à travers l'organisation de forums publics avec la participation des candidats.



5. Voir Winters et al. (2022) pour un aperçu complet de la structure des RBA et des règles régissant la nomination de leurs dirigeants : https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2022-02/2022-02-15-progress-towards-sdg2-winters-et-al_1.pdf

6. Groupes régionaux pour les élections au Conseil de la FAO : Afrique, Asie, Europe, Amérique latine et les Caraïbes, Proche-Orient, Amérique du Nord et Pacifique Sud-Ouest.

7. La liste A est constituée des États membres de l'OCDE. La liste B est constituée principalement de pays en développement contributeurs. La liste C est divisée en sous-liste C1 pour les pays africains, sous-liste C2 pour les pays européens, asiatiques et du Pacifique, et sous-liste C3 pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

8. <https://www.chathamhouse.org/2016/11/whos-new-electoral-format-could-be-model-other-un-agencies>

9. https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2022-02/2022-02-15-progress-towards-sdg2-winters-et-al_1.pdf



Tirant parti des forces et des faiblesses de ces processus innovants, l'International Affairs Institute (IAI), en coopération avec le European Think Tanks Group (ETTG) et Southern Voice, a organisé un forum de consultation publique réunissant les candidats au poste de président du FIDA, en amont de sa nomination par le Conseil des gouverneurs en juillet 2022.

Participation des parties prenantes à la nomination du Président du FIDA en 2022

L'Open Consultation Forum du FIDA du 27 juin 2022 est issu de la volonté claire de rendre le processus de nomination des dirigeants des organisations onusiennes basées à Rome plus transparent. Alors quels enseignements peut-on tirer de ce processus pour les trois RBA d'une part, et plus généralement pour toutes les organisations internationales ?

Malgré les appels à une plus grande transparence et plus de responsabilités de la part de nombreuses parties prenantes de la communauté œuvrant pour la sécurité alimentaire mondiale, l'organisation de ce forum a rencontré plusieurs obstacles. Premièrement, le calendrier a représenté un défi, tant sur le plan logistique que sur le plan de la teneur de l'événement. La publication de la liste définitive des candidats a eu lieu fin mai 2022, pour une nomination fixée au 7 juillet 2022. Il restait donc moins de 40 jours aux organisateurs pour contacter les candidats et les parties prenantes compétentes (organisations d'agriculteurs, peuples autochtones, universitaires, professionnels, médias, organisations de la société civile). Il s'agissait non seulement de trouver un format et une date qui conviennent, mais aussi de concilier leurs idées et leurs priorités pour établir le contenu du Forum.

Deuxièmement, rencontrer les candidats, leur présenter le concept de forum public et les convaincre de l'importance d'y participer s'est avéré plus périlleux que prévu. En effet, le mandat du FIDA n'exige pas des candidats à sa direction qu'ils participent à des réunions publiques, quelles qu'elles soient, pour présenter leurs propositions. La nomination de son président incombe uniquement aux États membres du Fonds, par l'intermédiaire de son Conseil d'administration¹⁰. Par conséquent, si les candidats sont tenus de participer à des auditions à huis clos devant les États membres, ils n'ont pas l'obligation de participer à un débat public. Cela signifie que ni le personnel du FIDA ni les acteurs non gouvernementaux externes n'ont la possibilité de se familiariser avec les propositions des candidats avant la nomination.



Si les candidats sont tenus de participer à des auditions à huis clos devant les États membres, ils n'ont pas l'obligation de participer à un débat public. Cela signifie que ni le personnel du FIDA ni les acteurs non gouvernementaux externes n'ont la possibilité de se familiariser avec les propositions des candidats avant la nomination.



Troisièmement, pour garantir l'indépendance totale du forum public, il était essentiel que le groupe des coordinateurs du Fonds ne le soutienne pas officiellement ni ne le coparraine. L'ensemble de l'équipe organisatrice a donc dû fournir des efforts concertés et communiquer clairement pour encourager les candidats à participer et pour clarifier et indiquer aux dirigeants actuels du FIDA venant du monde entier l'objectif et les enjeux de ce premier forum public.

Enfin, quatrièmement, certains coordinateurs du FIDA étaient sceptiques estimant que ce Forum serait simplement un de ces exercices des pays occidentaux habituels, dans lequel les institutions européennes monopolisent le débat, et où le Sud et les régions où le Fonds est le plus actif ne sont pas véritablement représentés et participent peu. Ce scepticisme et la perception présumée de l'événement comme un événement occidental ont compliqué la tâche de l'équipe organisatrice qui souhaitait promouvoir le forum auprès de tous les États membres, en particulier les pays en développement.

Pour relever ces défis dans un délai très court, une stratégie en cinq points a été adoptée. Tout d'abord, pour répondre à l'image d'un événement des pays occidentaux, l'équipe organisatrice a été constituée d'analystes et d'experts du monde entier, et ce à chaque phase. C'est pourquoi le secrétariat de l'ETTG et son partenaire basé à Rome, l'IAI, ont collaboré avec le secrétariat de Southern Voice, un réseau de plus de 50 think tanks en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ensemble, ils ont constitué une équipe internationale capable de contacter et de sensibiliser des groupes d'intérêt et des représentants dans différents pays et régions du monde. L'équipe a élaboré une stratégie conjointe de mobilisation et de communication pour identifier les intervenants et participants les plus pertinents et veiller à l'efficacité de la communication et de la diffusion de l'événement.

10. https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2022-02/2022-02-15-progress-towards-sdg2-winters-et-al_1.pdf

Deuxièmement, l'équipe organisatrice a maintenu un circuit de communication informel avec l'équipe du FIDA responsable du processus de nomination du directeur général. Cela a encouragé les candidats et le personnel du Fonds à participer au forum public, tout en préservant l'indépendance du processus, malgré le temps limité disponible. La confiance mutuelle générée grâce à cette communication a permis que l'équipe du FIDA soutienne l'organisation d'une réunion informelle de présentation du projet aux Coordinateurs au cours de la dernière semaine de mai. Ce soutien a également permis aux organisateurs d'entrer en contact avec les bureaux des candidats et de promouvoir le forum public auprès des différentes listes de pays. Enfin, l'influence des pays les plus intéressés par un processus électoral plus transparent sur leurs pairs s'est avérée essentielle pour persuader les candidats de participer.

Troisièmement, pour assurer une participation aussi large que possible, malgré le délai très court, la consultation a été conçue comme un événement hybride, permettant une participation physique et virtuelle. Cette approche a permis la mobilisation et la participation d'un plus grand nombre de parties prenantes, notamment des militants et des représentants d'organisations d'agriculteurs, des organisations de la société civile, des organisations de jeunes et de femmes, des universitaires et des professionnels. Une cinquantaine de participants se sont réunis physiquement à Rome et plus de 300 participants se sont connectés en ligne depuis plus de 50 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Nord et du Sud et d'Europe. Pour faciliter l'engagement dans les débats avec les candidats, l'événement s'est déroulé en anglais avec une traduction simultanée en français et en espagnol. Au cours de la réunion, diffusée en direct sur la chaîne YouTube de l'IAI¹¹, l'animateur a lancé deux sondages interactifs via Slido (une plateforme d'interaction numérique). Ils ont permis aux participants d'identifier leurs principales priorités et ont guidé la session de questions-réponses avec les candidats. Le résultat fut à la fois une large participation et des contributions de la part de personnes ne souhaitant pas prendre formellement la parole.

Quatrièmement, la collaboration de deux réseaux influents du Nord et du Sud (ETG et Southern Voice) a permis de mettre en commun des ressources et d'organiser des réunions préparatoires avec des groupes clés, tels que le SDG2 Advocacy Hub, Scaling Up Nutrition, le réseau d'ONG italien CINI et CONCORD. En plus

de générer de nombreux échanges de fond, elles ont permis de communiquer la date et l'ordre du jour de l'événement. La pression exercée sur les candidats encore réticents s'en est trouvée renforcée.

Enfin, l'équipe organisatrice a échangé avec des institutions et organisations ayant déjà participé à des consultations publiques similaires pour d'autres organisations internationales. Ces échanges ont été l'occasion de partager les enseignements et les meilleures pratiques et de réfléchir aux types d'experts et de parties prenantes à inclure dans l'ordre du jour. Les organisateurs ont également pu redire aux acteurs directement concernés qu'une consultation de ce type n'était pas inédite.

Grâce à cette approche diversifiée, l'Open Consultation Forum du FIDA a réussi à convaincre trois des quatre candidats et deux intervenants principaux¹². En plus de la plateforme Slido permettant aux participants de se mobiliser plus massivement, plus de 10 personnes ont dialogué directement avec les candidats, partagent leurs points de vue d'une manière inclusive et interactive. Ces échanges directs constituent une innovation dans le processus de sélection du président du FIDA. Nous souhaitons que la bonne dynamique générée par l'événement sera perpétuée et favorisera ce type de processus à l'avenir.

Recommandations pour les prochains processus de nomination des organisations des Nations Unies basées à Rome

L'objectif global du projet était de rendre le processus d'élection du président du FIDA plus transparent afin de provoquer des retombées positives. Tout en présentant un intérêt certain pour d'autres organismes internationaux que ceux basés à Rome, l'objectif spécifique était d'encourager les trois organisations à adopter ces consultations publiques dans le cadre de la sélection de leur dirigeant. S'inspirant de la consultation de 2019 précédant l'élection du directeur général de la FAO et d'autres expériences passées, le forum public du FIDA constitue un test important. Tout au long de l'événement, les organisateurs ont cherché à établir un dialogue soutenu, non seulement avec le FIDA, mais aussi avec les autres organisations, sur la valeur de ce type de consultations publiques et dans le but de favoriser des processus similaires. La prochaine grande occasion à cet égard est l'élection du directeur général de la FAO prévue à l'été 2023. Ainsi, trois recommandations clés peuvent être tirées de cette expérience.

11. https://www.youtube.com/watch?v=gqTHwhG9_B0

12. Les candidats participants au forum étaient Alvaro Lario, le candidat officiel de l'Espagne, Khaled A. Mahadi, le candidat officiel du Koweït et Shobhana Kumar Pattanayak, le candidat officiel de la République de l'Inde. Ils ont participé à un débat animé par Rumbi Chakamba (Devex), après avoir entendu les allocutions d'Esther Penunia, de l'Association des agriculteurs asiatiques pour le développement rural durable, et de Gerda Verburg, du mouvement Scaling Up Nutrition. Des représentants de la société civile, des agriculteurs, des organisations de groupes indigènes, des universitaires et des professionnels du développement ont également eu l'occasion de poser des questions aux candidats lors d'une session de questions-réponses en deux temps.

FAIRE EN SORTE DE MAINTENIR DES CANAUX DE COMMUNICATION FORMELS ET INFORMELS AVEC L'INSTITUTION.



Il est essentiel de communiquer de manière claire et franche pour donner confiance. Cette confiance permet en effet de convaincre plus facilement les candidats de participer et donne aux organisateurs un accès privilégié aux processus internes (par exemple, à la liste des Coordinateurs du FIDA). Cela permet d'accélérer l'organisation logistique et de respecter plus facilement les délais restreints de l'événement. Il est important également de noter qu'un soutien formel total, bien qu'utile pour obtenir une large participation, peut entraîner une perte d'indépendance et une moins grande liberté de manœuvre. Par conséquent, plutôt qu'un appui formel, les organisateurs chercheront à maintenir un dialogue continu avec l'institution hôte afin de favoriser son appropriation du processus de consultation, par ailleurs indépendant.

CONSTITUER UNE ÉQUIPE D'ORGANISATEURS INTERNATIONALE AFIN DE GARANTIR QUE TOUTES LES RÉGIONS ET TOUTES LES PARTIES PRENANTES DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE SONT CORRECTEMENT IMPLIQUÉES DANS LE PROCESSUS.



Il est essentiel de disposer d'une équipe internationale, non seulement pour convaincre les sceptiques, comme les personnes craignant une monopolisation de l'événement par les pays occidentaux, mais aussi pour faciliter l'accès à des réseaux plus larges capables de diffuser l'ordre du jour et l'objectif de l'événement, avant et après la réunion. Une participation plus importante crée également une pression ascendante, poussant les candidats et les institutions vers un processus de nomination des dirigeants plus transparent et plus inclusif.

EXPLOITER PLEINEMENT LA PUISSANCE DES OUTILS NUMÉRIQUES POUR DES CONSULTATIONS INTERACTIVES ET INCLUSIVES AVEC LES DIRIGEANTS.



Le format hybride de l'Open Consultation Forum du FIDA a permis de réunir un riche panel d'intervenants en moins de trois semaines, en surmontant les contraintes liées aux déplacements physiques et aux contraintes bureaucratiques. Un public inclusif a ainsi pu faire entendre sa voix pendant l'événement. De plus, l'expérience a démontré que l'utilisation d'applications numériques en open source permet d'obtenir un panel plus interactif, puisque des dizaines de participants ont participé aux sondages en temps réel. Cependant, pour utiliser ces outils avec succès, il faut distinguer ce qu'il est possible de faire et ce que l'on peut attendre des participants selon qu'ils soient physiquement présents ou non.



Il est essentiel de disposer d'une équipe internationale, non seulement pour convaincre les sceptiques, comme les personnes craignant une monopolisation de l'événement par les pays occidentaux, mais aussi pour faciliter l'accès à des réseaux plus larges capables de diffuser l'ordre du jour et l'objectif de l'événement, avant et après la réunion. Une participation plus importante crée également une pression ascendante, poussant les candidats et les institutions vers un processus de nomination des dirigeants plus transparent et plus inclusif.





LA GOUVERNANCE DES ORGANISATIONS ONUSIENNES BASÉES À ROME ET LE RÔLE DES ACTEURS NON GOUVERNEMENTAUX

Vaste et hétérogène, le paysage institutionnel mondial de l'alimentation et de l'agriculture comprend des organisations internationales, des agences multilatérales et des organismes donateurs, des gouvernements, des organisations de la société civile, des instituts de recherche et des entreprises commerciales. Ils opèrent aux niveaux mondial, régional ou local, remplissant différentes fonctions et agissant dans une perspective publique, privée ou semi-publique¹³. Dans ce contexte, les principaux défis sont la fragmentation institutionnelle et le modèle de financement de la coopération alimentaire et agricole. Concernant le premier point, les différents acteurs opèrent avec des mandats qui se chevauchent dans des domaines différents, mais interconnectés (fragmentation horizontale) et ils sont en concurrence à tous les niveaux d'intervention (fragmentation verticale). En ce qui concerne le second point, celui du modèle de financement, les failles et la fragmentation des fonds génèrent une concurrence pour les rares ressources disponibles, ce qui renforce encore le manque de coopération. Ces difficultés nuisent à la coordination, la complémentarité et la cohérence, compromettant la capacité à réaliser des programmes de plus en plus ambitieux et à intégrer les actions en faveur de l'alimentation et de l'agriculture dans les mesures de lutte contre d'autres menaces mondiales (le changement climatique, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement agricole et les conflits).

Malgré l'absence de consensus sur quelles institutions sont les plus importantes, les trois RBA sont reconnues comme faisant partie des cinq grands acteurs multilatéraux spécialisés dans l'alimentation et l'agriculture et dont la priorité est la réalisation de l'ODD 2 (éliminer la faim) ; les deux autres étant la Banque mondiale et le réseau CGIAR (anciennement acronyme de *Consultative Group on International Agricultural Research*, soit Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale). On considère qu'étant donné leur potentiel et leur focalisation exclusive sur l'alimentation et l'agriculture, les RBA sont essentielles à la réalisation de l'ODD 2. Pour y parvenir, il faut toutefois améliorer leur coordination et leur gouvernance.

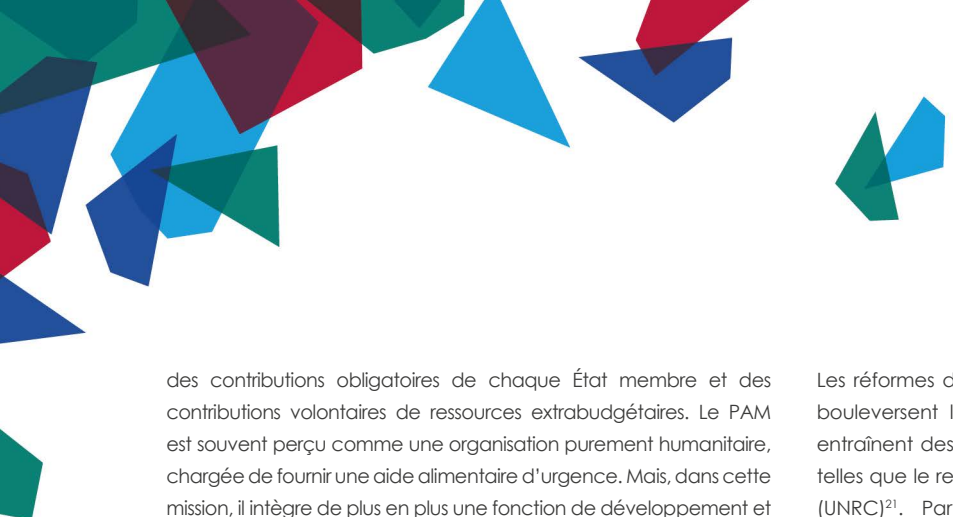
Outre les trois principales organisations des Nations Unies chargées de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et du développement durable, le pôle romain (agrifood hub en anglais) comprend un réseau complexe d'autres acteurs. La ville de Rome abrite notamment le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), une plateforme intergouvernementale et multipartite pour la sécurité alimentaire et la nutrition, dont le secrétariat est composé de représentants de la FAO, du FIDA et du PAM. Le CSA met en relation les États, le secteur privé, les organisations d'agriculteurs et les organisations de la société civile afin de promouvoir le dialogue et la coopération. Une autre organisation clé est le Centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies (Hub UNFSS). Il a été créé à la suite du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021 par le secrétaire général adjoint des Nations Unies et des acteurs de la FAO, du FIDA, du PAM, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Bureau de coordination du développement des Nations Unies. Son objectif est de jouer un rôle central de coordination entre les divers groupes d'intérêt et de contribuer aux progrès nationaux en matière d'ODD. Le CSA et le Hub de l'UNFSS sont installés à la FAO, et la plupart de leur personnel est fourni par les RBA. Les chapitres suivants examinent, premièrement, comment améliorer la coordination des trois principales RBA et, deuxièmement, comment renforcer les interactions entre l'ensemble des organisations onusiennes basées à Rome et les acteurs non gouvernementaux.

Comment améliorer la coordination entre les trois organisations onusiennes

Parfois décrites comme la plaque tournante des Nations Unies en matière d'alimentation et d'agriculture, les RBA ont des caractéristiques et des mandats différents, mais connexes. Elles partagent un engagement commun en faveur de la sécurité alimentaire et un intérêt croissant pour les systèmes alimentaires durables. Ces institutions se distinguent cependant par leurs rôles plus spécifiques. La FAO est l'agence spécialisée des Nations Unies pour les questions relatives à l'agriculture et à l'alimentation. Elle cumule des fonctions normatives et opérationnelles dans tous les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en couvrant l'ensemble du continuum de l'humanitaire au développement¹⁴. Ses fonds proviennent

13. Pour une présentation détaillée des acteurs, voir Rampa et al. (2017) : <https://ecdpm.org/work/the-global-institutional-landscape-of-food-and-agriculture-how-to-achieve-sdg-2>

14. Grandes lignes du plan à moyen terme 2022-2035. Rome : FAO (CL 165/3), p. 31.



des contributions obligatoires de chaque État membre et des contributions volontaires de ressources extrabudgétaires. Le PAM est souvent perçu comme une organisation purement humanitaire, chargée de fournir une aide alimentaire d'urgence. Mais, dans cette mission, il intègre de plus en plus une fonction de développement et se concentre aujourd'hui davantage sur les systèmes alimentaires. Il est entièrement financé par des contributions volontaires. Le FIDA est une institution financière internationale, financée par des fonds de reconstitution périodiques des États membres. Sa mission est l'éradication de la pauvreté et de la faim par le biais des « investissements dans les populations rurales et en permettant une transformation inclusive et durable des zones rurales, notamment par la croissance des petits exploitants agricoles¹⁵).

La nécessité de renforcer la coordination entre ces trois organisations est un constat établi depuis de nombreuses années. Dès 2009 et à nouveau en 2016, des engagements explicites visant à renforcer la coordination des RBA ont été formulés dans des documents stratégiques et de collaboration et repris dans un protocole d'accord en 2018. La volonté d'une coordination accrue et plus efficace a également été impulsée par les restrictions de ressources, qui poussent ces organisations onusiennes à tendre vers davantage de collaboration, de synergie et de convergence. Depuis 2015, cet objectif a été formulé sous l'angle d'un renforcement de la contribution des trois agences au Programme 2030, en particulier, la réalisation de l'ODD 2¹⁶.

En 2022, l'approche coordonnée des RBA doit être considérée dans le contexte plus général des Nations Unies, en particulier la guerre en Ukraine, qui place aujourd'hui la sécurité alimentaire mondiale au cœur des préoccupations géopolitiques. Toutes les trois jouent un rôle important dans les opérations humanitaires des Nations Unies. La FAO et le PAM, par exemple, codirigent le Cluster Sécurité alimentaire mondial¹⁷. En outre, ces deux agences se sont engagées à respecter l'intention de collaboration exprimée dans la « nouvelle façon de travailler » des Nations Unies,¹⁸ et explorent activement les opportunités et les approches impliquées par le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix¹⁹. La coordination des RBA a également été encouragée par la réforme en profondeur des activités de développement des Nations Unies depuis 2019 qui a pour but de fournir une aide plus cohérente et intégrée aux pays bénéficiant de programmes onusiens, conformément aux exigences du Programme 2030²⁰.

Les réformes du système de développement des Nations Unies bouleversent les mécanismes de coordination des RBA. Elles entraînent des conséquences importantes au niveau des pays, telles que le renforcement du rôle des coordonnateurs résidents (UNRC)²¹. Par ailleurs, le programme national pluriannuel de chaque organisation basée à Rome doit désormais être clairement lié à un cadre de Coopération pour le développement durable des Nations Unies, précédé d'une Analyse commune de pays (CCA) renforcée. Dans ce contexte, compte tenu de la dimension intégrée du Programme 2030, l'analyse de l'efficacité de la coordination des RBA doit répondre à la question de savoir dans quelle mesure celle-ci contribue au Programme 2030.

Étant donné son périmètre étendu, la coordination des RBA concerne plusieurs ODD, et pas uniquement l'ODD 2, et en particulier la promesse du Programme 2030 « Leave No One Behind » (ne laisser personne de côté). Enfin, elle contribue à l'orientation stratégique du système de développement des Nations Unies. Le repositionnement de ce système rend cette coordination encore plus pertinente aux niveaux national et régional. Toutefois, le programme d'efficacité du secrétaire général des Nations Unies²² semble impliquer une moindre pertinence de cette coordination dans la prestation conjointe de services centraux au niveau des pays.

En 2021, la première évaluation indépendante de la collaboration entre les trois RBA a été publiée²³. Cette étude indépendante commanditée conjointement montre que, si la concurrence pour les ressources demeure dans certains contextes, la complémentarité des trois organisations est généralement reconnue. Cependant, l'évaluation fait également apparaître que dans certains cas les processus de gestion collaboratifs ne sont pas la meilleure manière de favoriser des projets conjoints. Certains types de collaboration génèrent en effet des coûts plus élevés. Jusqu'à présent, les trois organisations ont réalisé des progrès limités dans la réduction des actions redondantes ou concurrentes. Toutefois, pour certains projets, pays ou domaines spécialisés, leur potentiel de complémentarité est déjà reconnu et utilisé (par exemple sur la nutrition).

15. FIDA (2016). Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 : pour une transformation inclusive et durable des zones rurales. Rome : FIDA, p. 5.

16. FAO, FIDA et PAM (2021). Évaluation conjointe de la collaboration entre les agences des Nations Unies basées à Rome. Rome.

17. <https://fscluster.org/page/about-food-security-cluster>

18. Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2017). New way of working. New York : OCHA.

19. FAO, FIDA et PAM. (2021). Évaluation conjointe de la collaboration entre les agences des Nations Unies basées à Rome. Rome.

20. Weinlich, Silke et al. (2022). New rules, same practice? Analysing UN development system reform effects at the country level. Discussion Paper 3/2022. Bonn: Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE).

21. UNGA (2018). Repositioning of the United Nations development system in the context of the quadrennial comprehensive policy review of operational activities for development of the United Nations system (A/RES/72/279).

22. UN (2020). Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. A/RES/75/233.

23. FAO, FIDA et PAM (2021). Évaluation conjointe de la collaboration entre les agences des Nations Unies basées à Rome. Rome.



Si la concurrence pour les ressources demeure dans certains contextes, la complémentarité des trois organisations est généralement reconnue.

Cependant, dans certains cas les processus de gestion collaboratifs ne sont pas la meilleure manière de favoriser des projets conjoints. Certains types de collaboration génèrent en effet des coûts plus élevés.



D'après l'évaluation, une certaine incompréhension concernant les mandats et la concurrence pour les fonds entre la FAO et le PAM persiste, malgré une collaboration technique sur certains thèmes et certaines tâches. L'une des conclusions majeures est que le contexte opérationnel des RBA évolue, que leur potentiel est immense, et que pour réussir toute collaboration, du réalisme et du pragmatisme sont nécessaires. Les efforts pour promouvoir la collaboration se heurtent à la méconnaissance des conditions précises dans laquelle celle-ci serait la plus efficace, ce qui se reflète dans les déclarations officielles des organismes en faveur de la collaboration.

La coordination entre les RBA, telle que définie à l'heure actuelle dans divers accords, ne porte pas sur la réalisation d'objectifs mondiaux spécifiques. Ces accords sont plutôt axés sur les processus ; ils fixent un cadre et une direction stratégique pour faciliter et encourager les démarches coordonnées à tous les niveaux. C'est certainement nécessaire, mais le manque d'ambition sur les objectifs diminue la capacité des organisations à contribuer conjointement au Programme 2030.

Généralement, la coordination semble plus aisée lorsqu'elle porte sur des projets spécialisés et de sensibilisation que sur des projets opérationnels formels, où les coûts sont supérieurs et les procédures ne sont pas nécessairement compatibles, ce qui ralentit l'organisation d'une action conjointe. En outre, la structure et les procédures officielles mondiales prévues actuellement pour faire collaborer les RBA ne contribuent guère à renforcer la coordination. Certains efforts ont été réalisés pour adopter des messages et des communications communes. Mais les services conjoints ne sont proposés que s'ils offrent des bénéfices pratiques indéniables, et à cet égard, il n'y a pas eu d'amélioration de la coordination.

L'évaluation de la coordination des RBA fait apparaître plusieurs pistes d'amélioration. L'une d'elles serait de restructurer et de renforcer l'architecture de coordination dans le cadre de la réforme en cours du système de développement des Nations Unies. Parallèlement, la coordination des tâches administratives pourrait être développée par le biais du programme d'efficacité des Nations Unies. Deuxièmement, les gouvernements et les États membres, ainsi que les nouveaux membres non gouvernementaux, pourraient jouer un plus grand rôle dans la promotion de la coordination des trois organisations. Il leur incombe clairement d'améliorer son efficacité, car c'est eux qui contribuent aujourd'hui occasionnellement (peut-être de façon involontaire) à leur fragmentation, en commandant à plusieurs RBA des projets similaires. L'attitude des États et des membres vis-à-vis de la coordination oscille entre un soutien ferme et l'indifférence totale, ou à un certain désarroi devant ce qui est perçu comme des redondances et de la concurrence. Dans de nombreux cas, le soutien des donateurs semble plus faible et moins cohérent en pratique que ne le laisse entendre leur discours à ce sujet. Comme l'évaluation le recommande, les États membres des instances dirigeantes des RBA devraient, en particulier, réévaluer leur position sur cette coordination et y affecter les ressources nécessaires²⁴. Ils pourraient notamment réfléchir à mettre en place un suivi annuel des progrès des RBA comme le recommande l'évaluation. En outre, ils pourraient encourager les organisations à réaliser des « bilans horizontaux entre pairs » pour mieux connaître les points de convergence et les différences de leurs systèmes de gestion, afin de permettre des actions coordonnées.

Amélioration de la coordination entre les RBA grâce à un partenariat d'acteurs non gouvernementaux

Les objectifs discutés plus haut concernant l'amélioration de la transparence, de l'inclusivité et de la coordination des trois organisations et de leurs processus,²⁵ ainsi que l'efficacité de ceux-ci à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale et à des systèmes alimentaires durables, pourraient être favorisés par la création d'un partenariat entre acteurs non gouvernementaux à Rome. Il s'agit d'une troisième manière d'améliorer la coordination des organisations onusiennes basées à Rome. Ce partenariat serait indépendant et destiné à créer des réseaux, à transmettre des connaissances et à faciliter les accords entre des groupes de pays et les parties prenantes concernées par les politiques relatives aux systèmes alimentaires. Il contribuerait ainsi à assurer une coordination efficace et systématique entre les organisations et les acteurs non gouvernementaux (institutions de recherche, groupes de réflexion, société civile, syndicats et secteur privé).

24. FAO, FIDA et PAM. 2021. Évaluation conjointe de la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome. Rome.

25. Dans ce chapitre, les "RBA" et les "processus RBA", comprennent outre la FAO, le FIDA et le PAM, Bioversity_CIAT, le CSA et le Hub UNFSS.



Un écosystème d'acteurs non gouvernementaux plus ou moins coordonnés et interagissant avec la mécanique intergouvernementale et les fonctionnaires internationaux des Nations Unies existe presque partout où l'on trouve un ensemble suffisamment grand d'agences et de processus onusiens²⁶. Mais peu d'acteurs non gouvernementaux possèdent une représentation régulière ou permanente à Rome dédiée à la formulation et à l'affinement des idées et à l'élaboration des politiques dans le contexte des RBA et de leurs processus. À titre individuel, des experts et chercheurs externes, dont certains sont présents à Rome, contribuent activement aux travaux des RBA, mais ils le font sans présence permanente ou officielle et sans la coordination systématique et le dialogue multi-acteurs qui ont lieu dans d'autres « capitales des Nations Unies ». Le CSM (Civil Society and Indigenous Peoples' Mechanism) et le PSM (Private Sector Mechanism) du CSA constituent deux exceptions notables. Mais ces structures de coordination ne représentent pas tous les acteurs, elles ciblent une plateforme spécifique basée à Rome, le CSA, par le biais de sièges officiels au sein d'un processus intergouvernemental. Cette architecture spécifique révèle parfois ses propres faiblesses²⁷.

Afin de renforcer un écosystème propice d'acteurs non gouvernementaux basés à Rome, nous proposons de créer un partenariat d'échanges des connaissances et de négociation des processus politiques en matière de systèmes alimentaires. Il travaillerait avec et pour la communauté scientifique, les think tanks, le secteur privé, les organisations d'agriculteurs et les ONG représentant les jeunes, les populations autochtones et les femmes. Il poursuivrait trois objectifs :

1. Mettre en commun les expériences et les connaissances sur la transformation des systèmes alimentaires, l'élaboration des politiques et les investissements ;
2. Faciliter des débats politiques spécialisés indépendants liés aux RBA ;
3. Améliorer la coordination et l'action intersectorielle.

Ce partenariat aurait pour mission à la fois de produire des recherches et des connaissances, et de résoudre les problèmes rencontrés par les processus politiques. Il permettrait de faciliter les processus visant à éliminer les blocages, de mettre en commun des expertises et négocier des accords communs parmi les acteurs concernés, de minimiser les redondances et de maximiser les complémentarités et les opportunités d'action conjointe, tant entre les RBA qu'avec leurs nombreux partenaires. Ces objectifs et ces diverses actions du partenariat aideraient également les RBA à

Afin de renforcer un écosystème propice d'acteurs non gouvernementaux basés à Rome, nous proposons de créer un partenariat d'échanges des connaissances et de négociation des processus politiques en matière de systèmes alimentaires. Il travaillerait avec et pour la communauté scientifique, les think tanks, le secteur privé, les organisations d'agriculteurs et les ONG représentant les jeunes, les populations autochtones et les femmes. Il poursuivrait trois objectifs : (1) Mettre en commun les expériences et les connaissances sur la transformation des systèmes alimentaires, l'élaboration des politiques et les investissements ; (2) Faciliter des débats politiques spécialisés indépendants liés aux RBA ; (3) Améliorer la coordination et l'action intersectorielle.



surmonter certains des obstacles auxquels elles font face (tels que ceux mentionnés dans les chapitres précédents) et contribueraient ainsi à améliorer leur efficacité et la transparence et l'inclusivité des processus dont elles sont responsables.

Ces dernières années, les enjeux des systèmes alimentaires sont devenus de plus en plus complexes, en raison de l'accélération de la crise climatique et des frontières terrestres, de la montée des tensions géopolitiques et de la pandémie. Les problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui dépassent largement le champ d'action traditionnel des RBA et englobent notamment la santé, le climat et le commerce²⁸. Des acteurs non gouvernementaux plus présents et mieux coordonnés au sein des RBA et de leurs processus, grâce à ce partenariat, contribueraient à améliorer les synergies horizontales dans tous ces domaines qui sont aujourd'hui souvent traités en silos thématiques par des processus intergouvernementaux connexes. Les acteurs non gouvernementaux et leurs alliances ont souvent des leçons à partager sur les travaux intersectoriels et le développement de synergies. Leur inclusion pourrait par ailleurs faciliter la

26. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8013838/>

27. D'après l'évaluation indépendante du CSA de 2017, « Des membres du CSA et des parties prenantes ont également critiqué la manière dont le CSA fonctionne. Certains groupes avaient le sentiment que leur voix n'était pas entendue au CSA, car ils ne disposaient pas de l'espace nécessaire au sein du CSM..... Le premier thème concernait le ressenti des membres du MSP à l'égard du fait que leurs problèmes n'ont pas reçu le même niveau d'attention que les questions soulevées par le MSC... L'Organisation mondiale des agriculteurs a clairement exprimé le sentiment que ses organisations membres ne se sentaient pas représentées[,] ni [par] le CSM ni par le MSP. »

28. <https://ecdpm.org/work/the-global-institutional-landscape-of-food-and-agriculture-how-to-achieve-sdg-2>

consolidation indispensable du dialogue et de la coopération entre les RBA et d'autres agences internationales spécialisées, ainsi que la convergence progressive de leurs politiques, comme le préconise, par exemple, la récente évaluation du CSA²⁹.

Aujourd'hui, la cohérence verticale et la complémentarité entre les sièges, les procédures mondiales et les bureaux régionaux et nationaux de ces organisations et les initiatives locales correspondantes sont considérées par certains comme faibles³⁰. En collaborant stratégiquement avec les RBA, le partenariat pourrait favoriser les synergies, partager les bonnes expériences et encourager la coopération des différents niveaux d'intervention pertinents (mondial, régional, national et local). En effet, les acteurs non gouvernementaux ont tendance à être plus flexibles, plus agiles et moins bureaucratiques lorsqu'il s'agit d'exploiter les dispositifs de gouvernance à plusieurs niveaux et les réseaux. Ce rôle serait simplifié par l'adoption d'une structure de partenariat décentralisée, avec un secrétariat implanté à Rome et des responsables ou points de contact régionaux.

Le partenariat proposé pourrait également remédier à d'autres faiblesses telles que l'incapacité des RBA à impliquer de manière systématique et cohérente les acteurs non gouvernementaux dans leurs processus, ou encore la lenteur de la prise de décision dans des domaines politiques importants en raison de différences idéologiques et de certaines barrières intergouvernementales³¹. En outre, il pourrait faciliter l'assimilation par les acteurs non gouvernementaux des résultats de recherche des RBA, et promouvoir une contribution plus adéquate de ceux-ci à leurs recherches. Pour remédier à ces faiblesses, le partenariat aurait trois rôles clés :

1. Travailler directement avec et pour un large éventail de communautés et de groupes d'intérêt, y compris ceux qui n'ont pas voix au chapitre dans les grands processus intergouvernementaux et bureaucratiques officiels ;
2. Établir un réseau d'apprentissage mutuel entre des acteurs non gouvernementaux choisis et les RBA ;
3. Dépolitiser la diplomatie et les discussions entre les secteurs public et privé, afin de trouver plus rapidement des compromis, par exemple dans le jargon des déclarations et stratégies officielles des RBA.

Pour réussir, ce partenariat ferait appel aux méthodes établies des acteurs non gouvernementaux, notamment celles courantes au sein des think tanks : l'analyse de l'économie politique, le débat politique informel, l'engagement de plusieurs parties prenantes, par exemple, en utilisant les réunions régies par la règle de Chatham House, et la facilitation de coalitions à plusieurs niveaux basée sur la confiance. Il serait particulièrement important de garantir une indépendance du partenariat dans toutes ces activités, un rôle autonome étant fondamental pour un arbitrage crédible des processus et initiatives mondiales multi-acteurs stratégiques, mais complexes. En effet, plusieurs évaluations indiquent que des flux financiers déterminent la stratégie des RBA plutôt que l'inverse³².

La création récente du hub de l'UNFSS, à l'issue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021, est une bonne chose et pourrait contribuer à résoudre certains des goulets d'étranglement des RBA et de leurs processus, mentionnés plus haut. Il devrait assumer des fonctions de coordination essentielles pour regrouper les connaissances et l'expertise des systèmes alimentaires de diverses agences des Nations Unies et d'autres groupes d'intérêt. Bien que ce Hub « pilotera l'engagement avec l'écosystème élargi des acteurs, y compris du monde scientifique », il reste un organe des Nations Unies supervisé par un comité de pilotage reposant sur les principes de la FAO, du FIDA, du PAM et d'autres agences onusiennes, et constitué de leur personnel. Son objectif principal est de soutenir les pays et de promouvoir l'alignement et l'intégration entre les actions des acteurs et les demandes des pays³³. Il reproduira donc vraisemblablement les actuels mécanismes intergouvernementaux et des RBA, et leurs points faibles correspondants.

À l'inverse, le partenariat serait une coalition indépendante d'acteurs non gouvernementaux travaillant avec les organisations basées à Rome, et non pour elles. Il ne serait pas une institution nouvelle, mais plutôt un partenaire flexible et agile, dont le secrétariat serait assuré par une alliance de think tanks veillant à l'application des méthodes susmentionnées. Il ne ferait pas double emploi avec les fonctions et les initiatives des organisations existantes, au contraire, il les aiderait de manière indépendante, afin de contribuer à négocier une meilleure compréhension, de meilleurs accords et collaborations entre les acteurs non gouvernementaux, les RBA (y compris le CSA et le Hub UNFSS) et entre les différents groupes d'États membres des RBA.

29. « Même à l'échelle internationale, les faits indiquent que le Comité est avant tout centré sur Rome et ne collabore pas suffisamment avec les autres structures mondiales. »

30. Lele, U., Agarwal, M., Baldwin, B.C., Goswami, S. (2021). *Food for All: International Organizations and the Transformation of Agriculture*. Oxford, R.U.: Oxford University Press.

31. <https://ecdpm.org/work/the-global-institutional-landscape-of-food-and-agriculture-how-to-achieve-sdg-2>

32. Voir, par exemple, PAM (2020). Évaluation stratégique du financement des activités du PAM. Rome : PAM; voir également FAO (2019). *Evaluation of FAO's strategic results framework*. Rome : FAO. Il s'agit d'un risque qui peut également affecter de nombreux acteurs non gouvernementaux cherchant à interagir avec les RBA.

33. Le hub possède six fonctions majeures : faciliter la mise en œuvre des parcours nationaux ; renforcer le leadership stratégique, en soutien aux pays ; impliquer l'écosystème de soutien à travers le système des Nations Unies et au-delà ; mobiliser les moyens de mise en œuvre ; communiquer et plaider pour une approche basée sur les systèmes alimentaires ; et enfin, préparer le bilan 2023. Voir https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/2022/07/hub_faqs_en.pdf

CONCLUSIONS

Les progrès réalisés en vue de l'ODD 2 sont de plus en plus menacés en raison d'une combinaison de dangers mondiaux. Si les progrès vers l'objectif « Faim zéro » stagnaient déjà avant la pandémie (2015-2019), des événements climatiques graves et les conséquences de la pandémie de COVID-19 et du conflit en Ukraine aggravent encore la malnutrition et la sécurité alimentaire. Le paysage institutionnel mondial de l'alimentation et de l'agriculture, en particulier les trois organisations onusiennes basées à Rome, peut grandement contribuer au soutien des stratégies nationales de lutte contre la faim. Mais la fragmentation institutionnelle et financière, à laquelle s'ajoutent des problèmes majeurs affectant la gouvernance et la coordination des organisations et des structures associées au sein du système alimentaire et agricole des Nations Unies, entravent toujours leur capacité à contribuer à la réalisation des ODD, en particulier l'ODD 2.

Grâce aux enseignements tirés de l'Open Consultation Forum du FIDA organisé en 2022 et à la coopération fructueuse entre les experts d'ETTG et de Southern Voice, trois recommandations politiques sont formulées afin de contribuer à la transition vers un système alimentaire plus sain et plus durable :

- Accroître la transparence des processus de nomination de la direction des trois organisations onusiennes, par le biais d'événements indépendants et publics associant les principales parties prenantes (organisations de la société civile, instituts de recherche et secteur privé), et incluant également le personnel des organisations, suivant l'exemple de l'Open Consultation Forum en 2022.
- Restructurer et renforcer l'architecture de la coordination entre les trois organisations dans le cadre plus large des réformes du système de développement des Nations Unies. La coordination des processus administratifs doit être poursuivie et s'inscrire dans le cadre du programme d'efficacité des Nations Unies. Les États membres siégeant dans les organes directeurs des trois organisations sont invités à réévaluer leur position sur leur approche coordonnée et à y consacrer des ressources adéquates, notamment en surveillant annuellement les progrès accomplis dans le suivi des recommandations de l'évaluation conjointe FAO-FIDA-PAM de 2021. Les trois organisations devraient également procéder à un « bilan horizontal entre pairs » afin de mieux comprendre leurs systèmes de gestion respectifs et de faciliter la coordination.
- Un partenariat portant sur la mise en commun des connaissances et la négociation des processus politiques relatifs aux systèmes alimentaires devrait être établi afin de créer et de maintenir un écosystème propice d'acteurs non gouvernementaux basés à Rome. Ce partenariat travaillerait avec et pour la communauté scientifique, des think tanks, le secteur privé, les organisations d'agriculteurs et les ONG défendant les jeunes, les populations autochtones et les femmes. ■

ETTG | European Think Tanks Group

© European Centre for Development Policy Management (ECDPM), the Elcano Royal Institute, the International Affairs Institute / Istituto Affari Internazionali (IAI), the Institute for Sustainable Development and International Relations / Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), the German Institute of Development and Sustainability (IDOS) and ODI, 2022.

The views presented in this publication are those of the authors and do not necessarily represent the views of the organisations that make up the European Think Tanks Group.

Readers are encouraged to quote or reproduce material from this report for their own publications. ECDPM, Elcano, IAI, IDDRI, IDOS and ODI request due acknowledgement and a copy of the publication.